

Front social/Grève à Satram

Un service minimum " pour ne pas des certains clients "

CNE
Port-Gentil/Gabon

LE mouvement d'humeur entamé par le personnel de la société Satram, le 6 mars dernier, se poursuit. Après le point de presse du 28 mars, suivi d'une rencontre infructueuse avec la direction générale, les agents de Satram sont quasiment au point de départ, près de deux mois après le lancement de leur grève.

Le 31 mars, le directeur général faisait la promesse, en échange de la suspension du préavis de grève par son personnel, de procéder au paiement des salaires, le 5 du mois en cours. Mais, contre toute attente, elle est restée muette jusqu'à présent, expliquait récemment Nicaise Edzang, délégué du personnel.

Face à cette attitude de leur employeur qu'il qualifie de "fuite en avant", l'ensemble des délégués de Satram se sont rapprochés de leur syndicat, la Confédération démocratique des syndicats autonomes (CDSA), le 10 avril écoulé. Et, au sortir de cette concertation, la décision suivante a été prise : « le mouvement de



Photo : CNE

Quelques grévistes dans l'enceinte de l'entreprise...



Photo : CNE

... dont on aperçoit ici la direction générale.

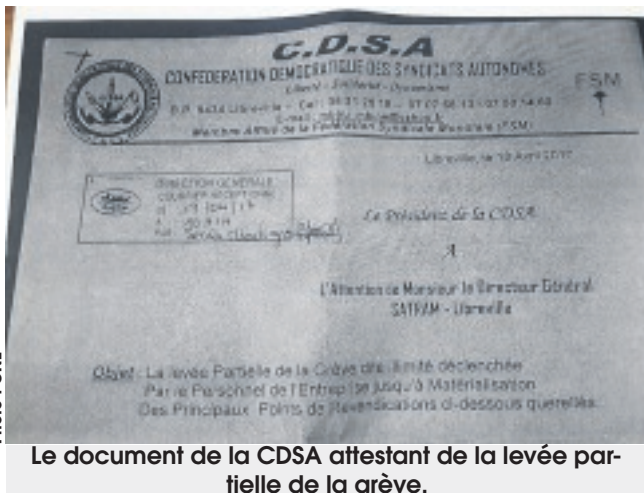


Photo : CNE

Le document de la CDSA attestant de la levée partielle de la grève.

grève, qui était suspendu jusqu'à ce jour, devient une grève générale illimitée qui s'est étendue sur tous les sites», a poursuivi le délégué. Entre-temps, une autre rencontre, initiée par l'employeur en vue d'une sortie de crise, a encore accouché d'une

souris, le jeudi 13 avril dernier. «Ils n'ont fait qu'intimider les délégués du personnel avec des menaces et ont voulu négocier sur des points de droit», a expliqué Nicaise Edzang « Nous avons préféré nous retirer », a-t-il précisé. Une grève générale illi-



Photo : CNE

Le délégué du personnel, Nicaise Edzang.

mitée est ainsi déclenchée. Un document émanant de la CDSA faisant état de la suspension totale du mouvement de grève du personnel de la société Satram, suivie du paiement de leurs salaires le lundi 24 avril dernier, est venu semer la confusion. Le 18 du

même mois, une autre communication, toujours en provenance de la CDSA, contredisait celle du 14 avril. Elle annonçait la levée partielle de la grève illimitée, jusqu'à matérialisation des principaux points de revendications. Selon Nicaise Edzang, in-

terrogé sur la véracité de ces deux documents, le premier aurait été signé par François Mouckagni Koumba, premier secrétaire général de la CDSA, sans avis préalable d'Aloïse Mbou Mbine, président dudit syndicat, tandis que le second aurait été validé par Aloïse Mbou Mbine lui-même. Ce qui justifierait la non-prise en compte de la première communication.

« Nous avons déjà porté nos revendications auprès du ministre du Travail pour arbitrage. Et nous attendons », a souligné le représentant du personnel. Cependant, a-t-il expliqué, « dans le souci de ne pas perdre certains de nos clients, nous avons mis en place un service minimum. Notre objectif n'est pas de voir la société fermer, mais plutôt de garantir les emplois. »

Nicaise Edzang a, enfin, tenu à rappeler le motif principal de cette montée au créneau : le non-paiement des salaires depuis le mois de décembre 2016. Une situation entretenue par le refus de la direction générale de Satram d'instaurer le dialogue social au sein des entreprises du groupe, peut-on entendre de la part des employés

Vie des partis

Le PGP reprend pied dans le 4e arrondissement



Photo : Sidonie AMBONGUILA

Dominique Bambala installant Samuel Boucka...



Photo : Sidonie AMBONGUILA

... sous le regard des militants du quartier.



Photo : Sidonie AMBONGUILA

Le bureau de la cellule "Première Pompe".

FAE
Port-Gentil/Gabon

LE 24 avril dernier, le secrétaire général du bureau provincial du Parti

gabonais du progrès (PGP) dans la province de l'Ogooué-Maritime, Dominique Bambala, a procédé à l'installation de la première cellule de base de ladite formation politique au 4e arrondissement l'arrondissement de

la commune de Port-Gentil. Après plus d'une dizaine d'années d'absence sur le terrain. Après avoir dirigé cet arrondissement de 1997 à 2003, et y avoir régulièrement fait des élus (deux députés, un sénateur et plusieurs conseillers municipaux), le parti y a connu un déclin progressif, au point de n'y avoir plus présenté de candidats aux différents scrutins. Or, selon Dominique Bambala, le PGP y a toujours réalisé de bons scores. Avant d'indiquer que, dans le cadre d'un programme de redynami-

sation du PGP dans la commune, une "délégation spéciale", sous la forme d'un bureau ad hoc, avait été mise en place afin de faire un travail de terrain, avec pour objectif de réinstaller des cellules de base dans cette partie de la ville. C'est ce travail, a-t-il conclu, qui a abouti à la première installation d'une cellule au lieu-dit "Première pompe". Avant lui, le président de la "délégation spéciale" et président de la cellule "Première Pompe", Samuel Boucka, a affirmé la détermination de son

équipe à réimplanter le PGP dans l'arrondissement, et que cette première cellule en appellera d'autres. Il a dit avoir pris connaissance des textes fondamentaux du PGP, qu'il s'est engagé à partager avec ses interlocuteurs, afin de faire connaître aux postulants les objectifs poursuivis par le parti. Pour l'heure, a souligné Samuel Boucka, il s'agit de recruter le maximum d'adhérents et « mailler l'arrondissement avec le plus grand nombre de cellules possibles. » Président de la première

cellule du "renouveau du PGP dans l'arrondissement", il sera assisté dans ses tâches par Junior Boulanguou Mondjo (vice-président), Welby Lyndriss Doukaga (secrétaire général), Stoun-Devan Ngoma-Ngoma (secrétaire général adjoint), Happy MOUNGUENGUI (secrétaire à l'organisation), Orange Marvin Rebella (secrétaire à l'organisation adjoint), Oriana Ngombet Rendo (trésorière générale), Melissa Mangombi (trésorière générale adjointe), Alex Moukagni (secrétaire à la propagande).